

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLAN D'ORGON

SEANCE DU 3 AVRIL 2017

Nombre de Conseillers :

En exercice :	20
Présents :	18
Représentés	2
Votants :	20

PRESENTS : Mesdames et Messieurs LEPIAN Jean-Louis, COUDERC VALLET Jocelyne, PAULEAU Serge, MOULIN René, BABEL Virginie, BOUNOIR Claudine, CURNIER Serge, FEUILLET Solange, GUICHARD Jérôme, INNOCENTI Dominique, JARILLOT Emilie, LATY AUBERT Mireille, LOPEZ Jessica, PEIRONE Laurent, PHILIPPE Marie-José, ROUBAUD Sophie, TARDIEU Marc. TURLUR MESTRE Magali.

ABSENTS AYANT DONNE POUVOIR : Monsieur MARINARI Michel a donné pouvoir à Monsieur Serge CURNIER. Monsieur RICHARD Christian a donné pouvoir à Monsieur LEPIAN Jean-Louis.

SECRETAIRE : Madame BABEL Virginie.

Après avoir procédé à l'appel et vérifié que le quorum était atteint, Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire, ouvre la séance à 18h30.

Madame BABEL Virginie est désignée comme secrétaire de séance.

- Approbation du compte-rendu du conseil municipal du 6 février 2017.
- Monsieur le Maire demande l'autorisation au Conseil Municipal d'ajouter **une délibération non prévue à l'ordre du jour**, concernant :

- **Participation à la sortie du collège Mont-Sauvy pour les classes de 5^e.**

Autorisé à l'unanimité.

DELIBERATIONS :

I- Finances Publiques

- **20/2017 : approbation du compte de gestion 2016**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Le conseil municipal

APRES s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux récapitulatifs des titres de recettes, les bordereaux de mandatement, le compte de gestion dressé par le receveur municipal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que de l'état de l'actif, de l'état du passif, de l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites,

Considérant que le receveur des finances a fait toute diligence pour assurer la rentrée des produits aux échéances et qu'il a veillé à ce que toutes les dépenses soient appuyées des pièces justificatives et valablement acquittées par les créanciers, qu'en résumé, il a apporté un concours constant et efficace à la gestion de la commune,

Il est proposé au Conseil d'examiner et d'approuver le compte de gestion 2016 dressé par le receveur municipal, concernant le budget principal 2016, et à autoriser Monsieur Le Maire à signer le compte de gestion.

Adoptée à l'unanimité.

- **21/2017 : approbation du compte administratif 2016**

Rapporteur : Jocelyne VALLET

Les règles de la comptabilité publique prévoient la séparation de l'ordonnateur (le Maire) et du comptable (le Trésorier). Chacun tient sa propre comptabilité qui doit être en tout point, concordante. Le document de fin d'exercice émis par le comptable est le compte de gestion ; celui émis par l'ordonnateur est le compte administratif. Les deux documents qui

retracent la vie financière de la collectivité doivent donc être totalement identiques pour l'ensemble des articles et chapitres budgétaires ainsi que pour les résultats de l'exercice.

Pour l'année 2016, ces deux documents sont exacts et conformes.

Le Conseil Municipal doit les approuver avant de reprendre, dans le budget primitif 2017, les différents résultats, à savoir :

<i>Section d'investissement</i>		<i>Section de fonctionnement</i>	
Total des recettes	3 227 861,30 €	Total des recettes	4 530 660,04 €
Total des dépenses	3 304 458,27 €	Total des dépenses	3 499 206,01 €
Déficit de l'exercice	- 376 596,97 €	Excédent de l'exercice	+ 1 031 454,03 €
Excédent 2015 reporté	+ 1 776 747,99 €	Excédent 2015 reporté	+ 1 007 390,44 €
Excédent global de clôture	+ 1 400 151,02 €	Excédent global de clôture	+ 2 038 844,47 €

Monsieur le Maire ayant quitté la séance et ne participant pas au vote,

Il est proposé au Conseil de

1. Donner acte de la présentation faite du compte administratif 2016.
2. Constater les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives aux reports antérieurs de l'exercice N-1, fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaires des différents comptes et la sincérité des restes à réaliser.
3. Voter et arrêter les résultats définitifs tels que présentés dans le compte administratif 2016.

Adoptée à l'unanimité.

• **22/2017 : affectation du résultat du budget principal 2016**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Après avoir examiné le compte administratif de l'exercice 2016, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice, constatant que le compte administratif fait apparaître un excédent cumulé de fonctionnement de 2 038 844,47 € et un excédent cumulé en section d'investissement de 1 400 151,02 € ;

Affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice

Résultat de fonctionnement 2016	1 031 454,03 €
Résultat antérieur reporté	1 007 390,44 €
Résultat à affecter	2 038 844,47 €

Considérant que la section d'investissement est excédentaire et qu'il y a lieu de financer les investissements communaux sans faire appel à l'emprunt ;

Il est proposé au Conseil d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

Affectation au compte 1068	1 030 000,00 €
Report en section de fonctionnement au compte report à nouveau R 002	1 008 844,47 €

Adoptée à l'unanimité.

• **23/2017 : fixation des taux de fiscalité directe locale 2017**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Impôts ;

Vu l'équilibre du budget général 2017 ;

Considérant l'état 1259 de 2017, relatif à l'évolution des bases de fiscalité locale ;

Il est proposé au Conseil de ne pas augmenter les taux d'imposition de la collectivité pour l'année 2017, lesquels s'établissent comme suit :

	2016	2017
Taxe d'Habitation	9.50 %	9.50 %
Taxe Foncière (bâti)	11.50%	11.50%
Taxe Foncière (non bâti)	32.23%	32.23%

Il est proposé au Conseil de :

1. Fixer les taux d'imposition de la collectivité, tels que proposés ci-dessus,
2. Autoriser Monsieur le Maire à signer l'état 1259 pour 2017.

Adoptée à l'unanimité.

• **24/2017 : adoption du Budget Primitif 2017**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2311-1 et suivants et l'article L.2312-3,

Vu le budget primitif de la commune pour 2017 qui s'équilibre de la façon suivante :

	Recettes		Dépenses	
Section Investissement	BP	4 354 814,97	BP	6 213 280,54
	RAR	2 230 069,68	RAR	1 774 755,13
	Solde reporté	1 400 151,02		
	Total	7 985 035,67	Total	7 985 035,67
Section Fonctionnement	5 218 322,11		5 142 618,00	

Il est proposé au Conseil de :

1. Voter le budget par nature et par chapitre
2. Adopter le budget primitif de l'exercice 2017, de la commune de Plan d'Orgon tel qu'il est présenté ci-dessus.

Adoptée à l'unanimité.

• **25/2017 : attribution de subventions aux associations**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités,

Vu le budget primitif de l'exercice 2017,

Considérant les demandes de subvention présentées par diverses associations, au titre de l'exercice budgétaire 2017,

Considérant que les associations œuvrent en faveur de la population, contribuent au développement et à la promotion des activités sportives, culturelles et caritatives et participent à l'animation du village,

Considérant l'intérêt communal de soutenir ces actions,

Considérant qu'au titre de l'exercice budgétaire 2017, la collectivité souhaite apporter son soutien aux actions décrites par les associations en leur accordant une subvention selon tableau joint à la présente délibération ;

Il est proposé au Conseil d'APPROUVER, pour l'exercice budgétaire 2017, le versement d'une aide financière totale d'un montant de 38 840.00 euros suivant le tableau d'attributions joint à la présente délibération ;

La dépense de 38 840.00 euros sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2017, chapitre 65, article 6574.

PLAN D'ORGON - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

ANNEE 2017

RESERVE COMMUNALE DE SECURITE CIVILE	350
Ass. LI GALEJAIRE PLANEN	2 750
ASS FRANCAISE CONTRE LA MYOPATHIE	350
ASS. LA CHRYSALIDE	150
ASS. USP VETERANS Vieux-crampons	1 750
ENTRAIDE SOLIDARITE (Club 3ème age)	500
ASS. CLUB DE L'AMITIE 3ème Age	1 600
COOPERATIVE ECOLE ELEMENTAIRE	850
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNELLE	750
FNACA	950
LIGUE CONTRE LE CANCER	250
VOYAGES LOISIRS	650
PLAN D 'ORGON SPORT MOTO	2 100
PREVENTION ROUTIERE	350
ASSOCIATION REVE EN SCENE	1 300
AMICALE DES SUPPORTERS DU ROP	550
UNION SPORTIVE PLANAISE + JEUNES LICENCES	9 390
EXPRESSION DU SUD	1 350
TENNIS CLUB + JEUNES LICENCES	1 950
SOLIDARITE PAYSANS PROVENCE	250
LES JARDINS FAMILIAUX DE PECOULIN	750
Ass BALL-TRAP CLUB du rocher ORGON	300
WA Jutsu + JEUNES LICENCES	1 100
ON S ARRETE PAS - trail du Plan	1 100
TAEKWONDO + JEUNES LICENCES	1 900
DANSE MOI TON HISTOIRE	500
ASSO DE DEFENSE DES ANIMAUX	600
HARMONIE DU SOLEIL	1 100
ASS.EFFET DU PAPIER	700
ASS ESCALADE (Gilles Gardel)	650
AMICALE SAPEURS POMPIERS	1 000
ASSO PROTECTION DES CULTURES	1 000
TOTAL	38 840

Adoptée à l'unanimité.

- **26/2017 : attribution d'une subvention au CCAS**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le budget primitif de l'exercice 2017,

Considérant que la commune souhaite développer l'action du CCAS,

Il est proposé au Conseil de

DECIDER, pour l'exercice budgétaire 2017, le versement d'une subvention au CCAS d'un montant de 120 000.00 euros.

La dépense de 120 000.00 euros. sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2017, chapitre 65, article 6574.

Adoptée à l'unanimité.

- **27/2017 : attribution d'une subvention aux Chasseurs Réunis de Plan d'Orgon**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif de l'exercice 2017,

Considérant la demande formulée par l'association les chasseurs réunis de Plan d'Orgon,

Considérant l'intérêt public local que représente cette association,

Il est proposé au Conseil de

DECIDER, pour l'exercice budgétaire 2017, le versement d'une aide financière totale d'un montant de 2250 euros à l'association les chasseurs réunis de Plan d'Orgon.

La dépense de 2250,00 euros sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2017, chapitre 65, article 6574.

Serge CURNIER, ayant la procuration de Michel MARINARI, ne prend pas part au vote.

Adoptée à l'unanimité.

- **28/2017 : attribution d'une subvention à l'association Crèche Li Parpaiou**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif de l'exercice 2017,

Considérant la demande formulée par l'association Crèche Li Parpaiou

Considérant l'intérêt public local que représente cette association,

Il est proposé au Conseil de

DECIDER, pour l'exercice budgétaire 2017, le versement d'une aide financière totale d'un montant de 65 000 euros à l'association Crèche Li Parpaiou.

La dépense de 65 000 euros sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2017, chapitre 65, article 6574.

Jocelyne VALLET ne prend pas part au vote.

Adoptée à l'unanimité.

- **29/2017 : attribution d'une subvention à l'association Club Taurin Lou Rami**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif de l'exercice 2017,

Considérant la demande formulée par l'association Club Taurin Lou Rami

Considérant l'intérêt public local que représente cette association,

Il est proposé au Conseil d'APPROUVER, pour l'exercice budgétaire 2017, le versement d'une aide financière totale d'un montant de 7 900 euros à l'association Club Taurin Lou Rami.

La dépense de 7 900 euros sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2017, chapitre 65, article 6574.

Serge CURNIER et Sophie ROUBAUD ne prennent pas part au vote.

Adoptée à l'unanimité.

- **30/2017 : attribution d'une subvention au Comité des Fêtes**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif de l'exercice 2017,

Considérant la demande formulée par l'association Comité des Fêtes

Considérant l'intérêt public local que représente cette association,

Il est proposé au Conseil d'APPROUVER pour l'exercice budgétaire 2017, le versement d'une aide financière totale d'un montant de 92 850 euros à l'association Comité des Fêtes.

La dépense de 92 850 euros sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2017, chapitre 65, article 6574.

Serge CURNIER ne prend pas part au vote

Adoptée à l'unanimité.

- **31/2017 : attribution d'une subvention à l'association Rugby Olympique Planais**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif de l'exercice 2017,

Considérant la demande formulée par l'association Rugby Olympique Planais

Considérant l'intérêt public local que représente cette association,

Il est proposé au Conseil de

DECIDER, pour l'exercice budgétaire 2017, le versement d'une aide financière totale d'un montant de 9 800 euros à l'association Rugby Olympique Planais et 190 euros pour les licences jeunes.

La dépense de 9 990 euros sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2017, chapitre 65, article 6574.

Emilie JARILLOT ne prend pas part au vote.

Adoptée à l'unanimité.

- **32/2017 : attribution d'une subvention à l'association Sou des Ecoles Laïques**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif de l'exercice 2017,

Considérant la demande formulée par l'association Sou des écoles

Considérant l'intérêt public local que représente cette association,

Il est proposé au Conseil d'APPROUVER, pour l'exercice budgétaire 2017, le versement d'une aide financière totale d'un montant de 10 800 euros à l'association Sou des écoles.

La dépense de 10 800 euros sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2017, chapitre 65, article 6574.

Claudine BOUNOIR et Sophie ROUBAUD ne prennent pas part au vote.

Adoptée à l'unanimité.

- **33/2017 : attribution d'une subvention à l'association Hand Ball Club et Hand Ball Club licences jeunes**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif de l'exercice 2017,

Considérant la demande formulée par les associations Hand Ball Club et Hand Ball Club-licences jeunes

Considérant l'intérêt public local que représentent ces associations,

Il est proposé au Conseil de

DECIDER, pour l'exercice budgétaire 2017, le versement d'une aide financière totale d'un montant de 6 600 euros à l'association Hand Ball Club et de 1 510 euros à l'association Hand Ball Club-licences jeunes.

La dépense de 8 110 euros sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2017, chapitre 65, article 6574.

Virginie BABEL ne prend pas part au vote.

Adoptée à l'unanimité.

- **34/2017 : demande d'aide financière au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre d'un Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement – année 2017**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Monsieur le Maire rappelle que la commune de Plan d'Orgon a signé un contrat Départemental afin de financer les projets d'investissement de la commune.

Le montant total de ce programme d'investissement est estimé à 6 622 782 € HT selon un échéancier allant de l'année 2015 à l'année 2018, conformément au tableau joint en annexe.

Chaque tranche est soumise annuellement au vote du Conseil Municipal et pourra faire l'objet à cette occasion de modifications quant au phasage des projets ou leur montant.

Pour l'année 2017, le montant total de la tranche annuelle est estimé à **3 155 137.00 € HT** :

- Réhabilitation énergétique du Centre Paul Faraud : **936 601.00 € HT**
- Création d'une pelouse synthétique au stade de football : **644 872.00 € HT**

- Création d'un pôle santé : **1 223 664.00 € HT**
- Réhabilitation de la salle principale du bar des arènes : **50 000.00 € HT**
- Réhabilitation de la maison Chaix : **300 000 € HT**

Pour la tranche 2017 du Contrat, le plan de financement serait le suivant :

	Conseil Départemental 13	Autres financements	Autofinancement Communal 30 %	TOTAL Opérations 2017 HT
Réhabilitation énergétique du Centre Paul Faraud	655 621.00 €		280 980.00 €	936 601.00 €
Création d'une pelouse synthétique	451 410.00 €		193 462.00 €	644 872.00 €
Création d'un pôle santé	856 565.00 €		367 099.00 €	1 223 664.00 €
Réhabilitation de la salle principale du bar des arènes	35 000.00 €		15 000.00 €	50 000.00 €
Réhabilitation de la maison Chaix	210 000.00 €		90 000.00 €	300 000.00 €
TOTAL	2 208 596.00 €		946 541.00 €	3 155 137.00 €

Il est proposé au Conseil de

SOLLICITER la participation financière du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône à hauteur de 70 % pour l'année 2017.

APPROUVER le plan de financement de la tranche 2017 tel que figurant dans le rapport ci-dessus, soit un montant total de subvention départementale sollicitée à hauteur de **2 208 596.00 €**.

AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents relatifs à ce contrat pluriannuel.

Adoptée à l'unanimité.

• 35/2017 : acquisition de divers biens immobiliers et demande de subvention à la Région PACA et au Département des Bouches-du-Rhône.

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'afin de revitaliser le centre ancien, il propose d'acquérir ou de préempter différents bâtiments. Ces acquisitions permettront à la commune d'y réaliser des logements sociaux par le biais d'un bailleur social, de maintenir et de développer le commerce local et d'installer une partie de certains services municipaux, tels que le CCAS et l'ADMR dont les locaux sont exigus. Les acquisitions foncières sont les suivantes :

- Acquisition par préemption des parcelles et bâtis cadastrés section AX 395. 178. 179. 183 et 6 appartenant à la SCI MABY, au prix de 105 000 (avis du service des domaines en date du 20/01/2017) composés d'un local d'habitation et d'un local commercial ;
- Acquisition à l'amiable de la parcelle et bâti cadastrés section BK n°164 appartenant à la Caisse d'Epargne, au prix de 159 000.00 € (prix des domaines du 9/02/2017) composés d'un local commercial et d'un local d'habitation ;
- Acquisition à l'amiable de l'appartement se trouvant au premier étage du bâtiment cadastré section AX 177, au prix de 45000.00 €, appartenant à Madame PLESEN Josette ;

Soit un montant total d'acquisitions immobilières de 309000.00 € auquel il y a lieu d'ajouter les frais de notaire d'environ 10 % = 30900 €, soit un total de 339900.00 €.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter le concours financier de la Région PACA dans le cadre du FRAT 2017, au taux de 30 %, et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône dans le cadre des aides aux acquisitions foncières et immobilières au taux de 50 %.

Le plan de financement s'établissant comme suit :

Montant total des acquisitions	
y compris frais de notaire	339 900.00 €
Subvention Conseil Départemental 50 % :	169 950.00 €
Subvention Région PACA(FRAT 2017) 30%	101 970.00 €
Autofinancement communal :	67 980.00 €

Il y a lieu d'approuver ces acquisitions, le plan de financement et les demandes d'aides financières auprès de la Région PACA et du Conseil Département des Bouches-du-Rhône, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte et d'une façon générale de faire le nécessaire.

Il est proposé au Conseil de

APPROUVER l'exposé de Monsieur le Maire,

DECIDER l'acquisition des biens précités,

SOLLICITER le concours financier du Département des Bouches-du-Rhône au taux de 50 % dans le cadre des aides aux acquisitions foncières et immobilières,

SOLLICITER le concours financier de la Région PACA au taux de 30 % dans le cadre du FRAT 2017,

APPROUVER le plan de financement sus-indiqué,

AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette demande de subvention et d'une façon générale de faire le nécessaire.

Adoptée à l'unanimité.

• 36/2017 : fixation de la participation des familles aux séjours scolaires

Rapporteur : Jocelyne VALLET

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que chaque année la commune participe au projet de classes vertes organisées par l'école élémentaire. Pour cette année, sont concernées les classes de CM1 et CM2 et les classes de deux CE1 et une classe de GS-CP.

La commune prend en charge différents frais, tels que les frais de transport et une partie des frais de séjours, les parents versant une participation telle qu'indiquée ci-après :

- Classe verte CM1 et CM2 au Centre « Lou Riouclar » à Méolans Revel : 160 € par enfant
- Classe verte : 2 classes CE1 et 1 classe GS-CP, au Centre « Les Cytises » à Seyne les Alpes : 107 € par enfant.

Ces participations seront encaissées par la régie de recettes municipales au compte 7067.

Il est proposé au Conseil de DECIDER

1. la participation des familles aux séjours scolaires telle qu'indiquée :

- Classe verte CM1 et CM2 au Centre « Lou Riouclar » à Méolans Revel : 160 € par enfant
- Classe verte : 2 classes CE1 et 1 classe GS-CP, au Centre « Les Cytises » à Seyne les Alpes : 107 € par enfant.

2. Que le compte d'encaissement sera le 7067 du chapitre 70.

Adoptée à l'unanimité.

• 37/2017 : publication de la liste des marchés conclus en 2016.

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Monsieur le Maire rappelle que l'Article 133 du Code des Marchés Publics prévoit que « Le pouvoir adjudicateur publie au cours du premier trimestre de chaque année une liste des marchés conclus l'année précédente ainsi que le nom des attributaires. Cette liste est établie dans les conditions définies par un arrêté du ministre chargé de l'économie ».

L'arrêté du 21 juillet 2011 pris en application de l'article 133 du code des marchés publics reste applicable pour les marchés conclus en 2016. Il précise que les marchés doivent être publiés selon leur nature et leur montant :

1° Marchés dont le montant est égal ou supérieur à 20 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT ;

2° Marchés dont le montant est égal ou supérieur à 90 000 € HT et inférieur aux seuils de procédure formalisée mentionnés au II de l'article 26 du code des marchés publics ;

3° Marchés dont le montant est égal ou supérieur aux seuils de procédure formalisée mentionnés au II de l'article 26 du code des marchés publics.

La liste comporte, pour chaque marché, les mentions suivantes : l'objet et la date du marché ; le nom de l'attributaire et son code postal (ou le pays de son principal établissement).

LISTE DES MARCHES CONCLUS

Période concernée : du 01/01/2016 au 31/12/2016

La consultation du(des) marchés(s) peut être effectuée dans les locaux de l'organisme acheteur.

Travaux

Marchés(s) d'un montant inférieur à 20 000,00 € HT

Consultation	N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date
2016.0006	16.024	Extension de l'école maternelle	COLOR PLAC	84320	6 016,62	23/11/2016
2016.0006	16.020	Extension de l'école maternelle	CADELEC	84160	16 716,00	23/11/2016
2016.0006	16.022	Extension de l'école maternelle	ART DES SOLS	84250	13 431,41	24/11/2016
2016.0013	16.025	Pose d'un sol amortissant dans le cadre de l'extension de l'école maternelle	APY MEDITERRANEE	83210	6 800,00	05/12/2016

Marchés(s) d'un montant égal ou supérieur à 20 000,00 € HT et inférieur à 90 000,00 € HT

Consultation	N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date
2016.0004	16.010	Travaux de voirie, réfection: Chemin du Pont - De l'accès au lotissement route de saint Rémy - Du chemin de l'ancienne station d'épuration	4M PROVENCE ROUTE	84700	52 831,00	13/07/2016
2016.0012	16.027	Réfection de l'église de la commune	VIVIAN et CIE	13016	39 887,42	22/11/2016
2016.0009	16.026	Réfection de la route de Carques	EUROVIA	84140	43 343,20	22/11/2016
2016.0006	16.018	Extension de l'école maternelle	BRT 84	84320	30 532,04	23/11/2016
2016.0006	16.021	Extension de l'école maternelle	RUBIO	84320	44 208,94	23/11/2016

Consultation	N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date
2016.0006	16.017	Extension de l'école maternelle	TECHNIC CONSTRUCTION MEDITERRANEE	13420	30 689,43	23/11/2016
2016.0006	16.019	Extension de l'école maternelle	MENUISERIE SILVANO	84000	26 496,00	24/11/2016
2016.0006	16.023	Extension de l'école maternelle	BATISUD	13240	23 090,00	26/11/2016
2016.0010	16.028	Réfection des façades est, ouest et Nord de la Mairie	LAUGIER SAS	84150	40 982,90	07/12/2016

Marchés(s) d'un montant égal ou supérieur à 90 000,00 € HT et inférieur à 5 225 000,00 € HT

Consultation	N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date
2015.011	16.005	Aménagement du jardin place Frédéric Mistral à Plan d'Orgon	PEPINIERES ENVIRONNEMENT COMMERCIALISATION	84000	144 826,65	26/02/2016
2016.0002	16.009	Réaménagement des trottoirs RDN7 et remplacement des feux du carrefour RDN7 et RD99	EUROVIA	84140	457 603,44	27/06/2016
2016.0006	16.016	Extension de l'école maternelle	BRT 84	84320	134 011,84	23/11/2016

Fournitures

Marchés(s) d'un montant égal ou supérieur à 20 000,00 € HT et inférieur à 90 000,00 € HT

Consultation	N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date
2015.0007	16.006	Fourniture et mise en place d'un bloc sanitaire automatique	MPS TOILETTES PUBLIQUES	40230	34 500,00	06/04/2016

Services

Marchés(s) d'un montant inférieur à 20 000,00 € HT

Consultation	N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date
2015.010	16.002	Mission CSPS pour la création d'un club house dédié au club taurin	ELYFEC SPS	38090	1 600,00	12/01/2016
2015.009	16.003	Mission de contrôle technique pour la création d'un club house dédié au club taurin	QUALICONSLT	84000	3 290,00	12/01/2016
2016.0005	16.011	Mission d'assistance technique pour l'élaboration du plan local d'urbanisme marché complémentaire	VIDAL CONSULTANT	13100	7 810,00	22/07/2016
2016.0008	16.014	Mission de contrôle technique pour la construction d'un pôle santé sur la commune de Plan d'Orgon	BUREAU VERITAS	13593	5 800,00	18/10/2016
2016.010	16.015	Mission CSPS pour la construction d'un pôle santé sur la commune de Plan d'Orgon	SPS SUD EST	13500	2 370,00	18/10/2016

Marchés(s) d'un montant égal ou supérieur à 20 000,00 € HT et inférieur à 90 000,00 € HT

Consultation	N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date
2015 0003	15.019	M.O pour la requalification du centre Paul FARAUD	SITB	13000	54 000.00	06/01/2016
2015 0008	16.001	M.O pour la construction d'un club house dédié au club taurin	SANTELLI HERVE	13001	23 400.00	20/01/2016

Marchés(s) d'un montant égal ou supérieur à 90 000,00 € HT et inférieur à 209 000,00 € HT

Consultation	N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date
2016 0007	16.013	M.O relative à l'opération de construction d'un pôle santé sur la commune de Plan d'Orgon	RILL FREDERIK	13800	125 756.00	28/10/2016

Il est proposé au Conseil de

Prendre acte de la liste des marchés conclus en 2016.

Adoptée à l'unanimité.

• 38/2017 : révision des indemnités de fonction du maire, des adjoints et de certains conseillers

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu les articles L.2123 20 à L.2123 24 1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article L.2123-20 du CGCT qui fixe les taux maximum des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux ;

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 29 mars 2014 constatant l'élection du maire et des adjoints ;

Vu les délibérations du conseil municipal, n°39/2014 du 8 avril 2014 et n°13/2016 du 15 février 2016, fixant les indemnités de fonction du maire, des adjoints et de certains conseillers municipaux ;

Vu le décret n°2017-85 du 25 janvier 2017 portant modification du décret n°82-1105 du 23 décembre 1982, relatif aux indices de la Fonction Publique et le décret n°85-1148 du 24 octobre 1985 modifié ;

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des élus locaux pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi ;

Considérant l'évolution des grilles indiciaires de la fonction publique suite au PPCR ;

Considérant que pour les délibérations indemnitaires faisant référence à l'ancien indice brut terminal 1015, une nouvelle délibération est nécessaire ;

Considérant qu'il y a lieu de viser l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique ;

Il est proposé au Conseil de

DECIDER de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du maire, des adjoints et de certains conseillers municipaux comme suit :

- au maire : 43% de l'indice brut terminal de la Fonction Publique

- au 1^{er} adjoint : 16.5 % de l'indice brut terminal de la Fonction Publique

- au 2^{ème} adjoint : 16.5 % de l'indice brut terminal de la Fonction Publique

- au 3^{ème} adjoint : 16.5 % de l'indice brut terminal de la Fonction Publique

- aux 9 conseillers municipaux : 5.5 % de l'indice brut terminal de la Fonction Publique

INSCRIRE les crédits nécessaires au budget communal ;

DIRE que cette délibération s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

TRANSMETTRE la présente délibération au représentant de l'Etat.

Adoptée à l'unanimité.

II- Urbanisme

• 39/2017 : autorisation donnée au maire pour le dépôt et la signature de la demande du permis de construire de l'extension du bâtiment des Services Techniques

Rapporteur : Serge PAULEAU

Monsieur Serge PAULEAU, adjoint, informe le conseil municipal que pour les demandes d'autorisation d'urbanisme (permis de construire, d'aménager, de démolir ...) déposées au nom de la Commune, il convient de joindre au dossier une délibération autorisant Monsieur le Maire à déposer et à signer une telle demande.

En effet, cette autorisation n'entre pas dans le champ des délégations accordées au maire par le Conseil Municipal, dans le cadre de l'article 2122-21 du CGCT.

Le projet d'extension du bâtiment des services techniques sur la commune est soumis, conformément au code de l'urbanisme, au dépôt d'une demande de permis de construire.

Selon le code de l'urbanisme et notamment son article R421-1-1, 1^{er} alinéa, la demande de permis de construire est présentée soit par le propriétaire du terrain ou son mandataire, soit par une personne justifiant d'un titre l'habilitant à construire sur le terrain, soit par une personne ayant qualité pour bénéficier de l'expropriation dudit terrain pour cause d'utilité publique.

Dans la mesure où le maire est compétent pour délivrer les autorisations d'urbanisme (permis de construire, d'aménager, de démolir, de travaux, déclarations préalables ...), pour un bâtiment de la commune, il est demandé au Conseil Municipal de désigner et d'habiliter par délibération un adjoint pour signer l'arrêté (accordant ou refusant la demande

d'autorisation d'urbanisme après instruction). En effet, selon les dispositions de l'article L.422-7 du code de l'urbanisme seul le conseil municipal peut par délibération, désigner un de ses membres pour délivrer le permis de construire.

Il est également demandé au Conseil Municipal d'habiliter Monsieur le Maire à signer et déposer la demande de permis de construire avant instruction, ainsi que tout acte s'y rapportant, lorsque la demande est relative à un bâtiment communal afin de s'assurer que le projet est exempt de tout conflit d'intérêts.

Considérant que le projet consiste en l'extension des services techniques municipaux, sur la parcelle cadastrée section BK n°266 appartenant à la commune de Plan d'Orgon ;

Considérant que par leur nature, les travaux rentrent dans le champ d'application d'une demande de permis de construire ;
Considérant qu'il convient de donner l'autorisation à Monsieur le Maire de signer et déposer une demande de permis de construire au nom de la commune pour l'extension des services techniques municipaux d'une superficie d'environ 123 m².

Il est proposé au Conseil de

APPROUVER le projet d'extension des services techniques municipaux d'une superficie d'environ 123 m² sur la parcelle cadastrée section BK n°266 appartenant à la commune de Plan d'Orgon.

AUTORISER Monsieur le Maire à signer et à déposer la demande de permis de construire et tout acte s'y rapportant.

AUTORISER Monsieur Serge PAULEAU, adjoint à l'urbanisme, à signer l'arrêté qui accordera ou refusera le permis de construire après instruction.

Adoptée à l'unanimité.

• **40/2017 : convention de gestion provisoire avec Terre de Provence agglomération dans le cadre du transfert de la Zone du Pont**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5216-7-1 et L5215-27, L5211-5 et L5211-17 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 66 emportant modification de l'Article L5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que l'ensemble des zones d'activité économique sont à compter du 1^{er} janvier 2017 d'intérêt communautaire ;

Considérant que ces dispositions entraînent, sur la commune de PLAN D'ORGON, le transfert de la compétence pour l'aménagement, l'entretien et la gestion de la zone d'activité du Pont ;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la continuité et la sécurité des services publics sur le territoire communautaire ;

Considérant qu'afin de donner le temps nécessaire à la Communauté d'Agglomération Terre de Provence de mettre en place une organisation intégrée et opérationnelle, il convient que cette dernière puisse, à titre transitoire, s'appuyer sur les services de la commune de PLAN D'ORGON, lesquels sont les mieux à même d'assurer les impératifs de continuité et de sécurité des services sur le territoire communal ;

Considérant que les articles L5216-7-1 et L5215-27 du CGCT prévoient que la communauté d'agglomération Terre de Provence peut confier, par convention, la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;

Considérant qu'une convention peut ainsi être conclue entre la communauté d'agglomération Terre de Provence et la commune de PLAN D'ORGON afin de préciser les conditions de l'exercice provisoire par la commune de missions relevant des compétences communautaires ;

Considérant le projet de convention joint à la présente délibération ainsi que ses trois annexes ;

Il est proposé au Conseil de

APPROUVER la convention de gestion provisoire ainsi que ses annexes relatives à la voirie et ses dépendances, passée pour une durée d'un an maximum à compter de la date effective du transfert de compétence, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2018 ;

RAPPELER que la commune ne perçoit aucune rémunération au titre de l'exécution de la présente convention dans le cadre de la réglementation des marchés publics ;

PRÉCISER que les dépenses, nécessaires à la gestion des services objets de la présente convention, seront acquittées par la Commune et remboursées par la Communauté d'agglomération ;

DIRE que pour l'exercice des missions et compétences objets de la présente convention, la commune interviendra dans les limites de l'annexe budgétaire définie par la communauté d'agglomération, au plus tard au vote du budget primitif pour l'année 2017 (Annexe 3 de la présente convention).

DIRE que dans l'attente de l'annexe budgétaire (Annexe 3), la commune est autorisée à exécuter la convention dans la limite de 10 000 € en crédit de fonctionnement par zone. Il n'est pas prévu de crédits de paiement pour l'investissement entre la signature de la présente convention et l'annexe budgétaire 3.

AUTORISER le maire ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout acte nécessaire à sa mise en oeuvre.

Adoptée à l'unanimité.

III- Divers

- **41/2017 : vœu de soutien à l'inscription de la course camarguaise au patrimoine mondial immatériel de l'UNESCO**

Rapporteur : Sophie ROUBAUD

La Camargue demeure un pays rude. Un monde où l'on ne peut pas tricher. Une terre faite d'eau, de sel, de marais, de taureaux et chevaux sauvages. Elle supporte l'homme mais jamais n'accepte sa domination. Cette rudesse lui permet de masquer sa fragilité sans jamais renoncer à son authenticité.

La Camargue, sa culture, ses traditions ne reposent que sur un équilibre fragile, mais indispensable, qui perdure grâce à la volonté de l'homme, la fierté du taureau et à la bravoure du cheval.

Il est vital de protéger ces caractéristiques camarguaises car elles sont les meilleures armes pour préserver un environnement exceptionnel en permanence menacé. Sans le taureau, le paysage camarguais se trouverait bouleversé. Il en serait fini pour un grand nombre d'espèces animales qui ont fait de cet espace sauvage leur domicile.

La relation entre l'homme, le cheval et le taureau est essentielle pour l'économie locale. Il est à noter que les 50 millions d'euros qui sont générés par l'activité taurine restent presque en totalité sur le territoire.

Au travers des fêtes de village, ces traditions contribuent au maintien des liens tissés par des femmes et des hommes depuis des générations. Au moment où tous s'interrogent sur l'individualisme galopant, ce rôle essentiel de la fête dans le maillage social doit être notre priorité.

Considérant qu'il est du devoir de notre collectivité de protéger et de promouvoir ce qui est partie de notre identité,

Il est proposé au Conseil de

MANDATER le maire ou son représentant pour donner une suite favorable à ce vœu, et pour accompagner cette démarche de demande d'inscription de la course camarguaise au patrimoine mondial immatériel de l'UNESCO.

Adoptée à l'unanimité.

- **42/2017 : transfert de l'agent d'animation du SITS à la communauté d'agglomération Terre de Provence**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Par délibérations du Syndicat Intercommunal des Transports Scolaires en date du 30 janvier 2017 et de la commune en date du 6 février 2017, les conditions de liquidation et de répartition de l'actif et du passif, suite à la dissolution du SITS, ont été approuvées.

Par délibération du 16 février 2017 le conseil syndical du SITS a décidé, à l'unanimité, de transférer à la communauté d'agglomération Terre de Provence, l'agent d'animation Monsieur Karim EL HERMAK.

La mise en œuvre effective de ce transfert vers l'EPCI nécessite un accord unanime, de l'ensemble des communes membres du SITS, sur ces modalités.

Il est proposé au Conseil d'APPROUVER la délibération du SITS et donne son accord sur les modalités de transfert de l'agent d'animation vers la communauté d'agglomération Terre de Provence.

Adoptée à l'unanimité.

Rajout d'une délibération non prévue à l'ordre du jour :

- **43/2017 : participation à la sortie du collège Mont-Sauvy pour les classes de 5^e**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le collège Mont-Sauvy d'Orgon a demandé une participation financière à la commune, dans le cadre de la classe de découverte qu'il organise pour les 5^e.

28 enfants de la commune étant concernés, il est proposé d'y participer à concurrence de 600 €.

Il est proposé au Conseil

D'attribuer une participation financière de 600 € au collège Mont-Sauvy d'Orgon pour l'organisation de la classe de découverte des 5^e.

La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2017, chapitre 65, article 6574.

Adoptée à l'unanimité.

La séance est levée à 20h00.

La secrétaire de séance,
Virginie BABEL



Le Maire, .



Jean-Louis LEPIAN